

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 23 (1986)
Heft: 812

Titelseiten

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

J. A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
N° 812 20 mars 1986

Rédactrice responsable:
Francine Crettaz

Abonnement
pour une année: 60 francs,
jusqu'à fin 1986: 50 francs
Vingt-troisième année

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021/22 69 10
CCP 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Ont collaboré à ce numéro:
Jean-Pierre Bossy
Jean-Daniel Delley
André Gavillet
Yvette Jaggi
Wolf Linder
Marc-André Miserez
Charles-F. Pochon

Point de vue:
Jeanlouis Cornuz

812

Les réfugiés de la politique

Renaissance spectaculaire de l'Action nationale, progrès timide des écologistes, diminution de la force électorale de tous les partis gouvernementaux et avance de l'abstentionnisme (sauf à Genève): telles sont les tendances principales qui se dégagent des élections cantonales et communales de ces deux dernières années (voir graphique page suivante).

A dix-huit mois des élections nationales, les perspectives des grands partis sont plutôt sombres. A Zurich, les électeurs ont compris que les libertés promises par les radicaux étaient réservées à ceux qui ont les moyens de se les offrir. Afin de regagner le terrain perdu, le chef du groupe radical Bremi propose à son parti de se mettre à l'écoute de l'électorat, notamment de sa frange conservatrice, en proposant des candidats qui ont sa confiance. Les démocrates-chrétiens, qui ont pu profiter ici et là de ruptures dans l'entente bourgeoise, savent bien que les sièges gagnés aux municipalités de Genève et Zurich ne résolvent pas le problème du vieillissement de leur électorat.

Perspectives mitigées également pour les socialistes. Certes ils ne sont plus les seuls à faire les frais de la montée de l'écologie et du nationalisme et le parti pourrait retrouver «la forme». Il n'empêche que la tâche d'Helmut Hubacher est encore plus difficile que celle de M. Bremi: comment trouver des représentants capables de rallier toutes les forces de la gauche syndicale, de la gauche progressiste, de la gauche écologiste, de la gauche féministe et de la gauche traditionaliste?

Peut-on avancer que l'oligopole des quatre partis gouvernementaux, le compromis helvétique sanctionné à chaque élection des Chambres fédérales jusqu'en 1983 sera ébranlé dans un proche avenir? Les chiffres cantonaux n'imposent pas une telle prévision. Les partis qui forment le gouvernement

fédéral détiennent toujours 79,6% des sièges et leur perte de 4% paraît minime. Ecologistes et Action nationale, en quadruplant leur représentation, n'arrivent qu'à 6,3% alors que les autres petits partis restent stables aux alentours de 14%. A la vue de ces résultats, le compromis helvétique ne semble pas menacé. Cependant, il est sensible à des facteurs qui ne s'expriment pas en chiffres: le problème des réfugiés fait pendant des mois les gros titres de la presse et de la TV et constitue le sujet principal des discussions de bistrot et des blagues de cantine au point d'occulter littéralement tous les autres événements politiques.

Il serait dangereux et inutile que la politique institutionnelle continue à se laisser dicter l'agenda, les problèmes ou même les solutions par l'unique obsession de l'Action nationale. Car le réfugié étranger sert bien souvent à masquer une réalité beaucoup plus répandue: de plus en plus de Suisses se ressentent eux-mêmes comme étrangers, dans leur ville devenue machine économique, dans leur quartier «assaini» ou à leur poste de travail «restructuré». Pour tous ces groupes désavantagés, oubliés dans le compromis de la politique organisée (et même pour l'électeur fidèle), la polarisation gauche-droite et économique-écologique paraît stérile. Trop souvent, elle ne produit au Parlement que des blocages imposés par la majorité de droite.

Il n'est pas facile de trouver de nouvelles formules de coopération entre les partis gouvernementaux. Mais cela est absolument nécessaire. Car le problème des «réfugiés de la politique», du nombre croissant de Suisses qui émigrent comme citoyens actifs de notre démocratie se fait de plus en plus dramatique.

Jusqu'ici, ni les partis traditionnels, ni les écologistes, ni l'Action nationale n'ont réussi à mobiliser ces groupes au sein desquels on trouve le plus fort taux d'abstentionnistes et qui représentent la majorité: les travailleurs, les femmes et les jeunes sont les émigrés de la politique suisse.

W. L.